

Politique de « réindustrialisation » ou de libération ?

La France est un des pays où l'industrie est considérée comme la base solide de la croissance économique. On se réfère d'ailleurs fréquemment aux succès industriels des voisins allemands, qui assurent excédents de la balance commerciale et plein emploi. Le déclin de la puissance économique française ne serait-il pas dû à la désindustrialisation ? Donc (syllogisme imparable dans un espace aussi étatisé que le nôtre) la puissance publique se doit d'intervenir. L'idée ne vient pas à l'esprit que si les firmes industrielles françaises sont en difficulté c'est tout au contraire parce que l'Etat a mis trop de soin à les aider.

Un article récent publié par l'IREF (12 février, signé par Jean Baptiste Boone) conclut que l'industrie française a davantage besoin de libération que d'aide de l'Etat. L'histoire de l'industrie française est faite d'ingérence publique permanente et croissante. Les sommets de l'étatisme ont été atteints avec les trois vagues de nationalisations : 1936 et le Front Populaire (SNCF et BNCI), 1945 avec Renault, les banques et assurances, 1981 avec les plus grandes sociétés industrielles et à nouveau banques et assurances. Il y a eu ensuite une vague de privatisations mais l'Etat est resté actionnaire de nombreuses sociétés, et les conseils d'administration sont riches en hauts fonctionnaires. Parallèlement, l'Etat a imposé un « dialogue social » et créé des instances représentatives des salariés qui ont créé un « effet de seuil » : peu d'entreprises entre 50 et 500 salariés, effectif moyen des industries allemandes. Enfin, le système public de formation scolaire s'est désintéressé de l'apprentissage industriel et le travail manuel a été déconsidéré.

L'article énumère les instances et réglementations qui « aident » actuellement l'industrie : les Chambres de Commerce et d'Industrie, le Conseil National de l'Industrie, membre du réseau France Stratégie, auteur du « plan nouvelle France » (2013), les Contrats de filière (qui mettent les grands groupes en relation avec des PME), le Centre National du cinéma et de l'image animée, les pôles de compétitivité (2005) instaurant des partenariats privé/public subventionnés, le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), le Comité interministériel de restructuration industrielle, les Codefi organes départementaux de financement des PME, les Commissaires au Redressement productif (CRP) et enfin et non le moindre France Stratégie, phénix né des cendres du Commissariat au Plan qui aujourd'hui oriente toute la politique d'investissement public à travers un pôle financier de plus en plus important : la Banque Publique d'Investissement.

C'est dire que l'industrie française est bien accompagnée par la puissance publique, qui

évidemment n'a cure des signaux du marché et de la compétitivité : on ne cultive pas ici la religion de la rentabilité, d'ailleurs les déficits créent des « économies externes ».

Un autre apport de l'article de l'IREF est de contester l'objectif-même de réindustrialisation.

Car dans la plupart des pays de l'OCDE la part de l'industrie dans le PIB a diminué et les emplois industriels diminuent. Certes l'industrie représente encore un quart du produit allemand, et 16 % du produit américain, mais elle a chuté de 10 points dans de nombreux pays de l'OCDE (Angleterre par exemple) et s'est maintenue en France autour de 13 % entre 1990 et 2016. Quant aux emplois industriels, ils ont baissé de 500.000 tout de même en Allemagne, et d'environ 1.200.000 en Angleterre et en France. On notera que la diminution des effectifs industriels n'est cause de chômage accru qu'en France (le chômage a diminué en Allemagne et en Angleterre). Donc soutenir que la réindustrialisation est le remède contre le chômage massif n'est pas correct, puisque le chômage peut se résorber en même temps que les emplois industriels s'amenuisent. Il est encore plus erroné de lier désindustrialisation et ralentissement de la croissance. Celle-ci n'a cessé d'augmenter quand celle-là n'a cessé de s'aggraver. De 1990 à 2016 France et Allemagne ont vu leur PIB augmenter de 40 %, et les Etats Unis de 80 %, seules les années 2008 et 2009 ont enregistré un fléchissement, vite rattrapé.

Il en est donc de l'industrie comme de l'agriculture : les emplois se déplacent au fur et à mesure par l'effet des gains de productivité, et la croissance permet de satisfaire de nouveaux besoins sans pour autant créer de chômage pour peu que le marché du travail soit souple et favorise les adaptations. Et l'auteur de l'article de faire cette heureuse remarque : « *Ce qui est vigoureux n'a pas besoin d'être protégé, ce que l'Etat protège ne devient que rarement vigoureux*

.
»